



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES

PLATE-FORME COMMISSARIAT BREST

(PFC BREST)

BCRM BREST - CC 20
29 240 BREST CEDEX 9

Fourniture de modules électroniques numériques intégrés au profit du LASEM de Toulon.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Numéro de consultation : DAF_2025_000468

Procédure de passation : Selon la technique d'achat du système d'acquisition dynamique (SAD)

Textes de références du code de la commande publique :

- Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative de la commande publique ;
- Décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire de la commande publique..

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ SPÉCIFIQUE	4
1.1 Variantes.....	4
1.2 Prestation supplémentaire éventuelle.....	4
ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 3 – PROCÉDURE DE PASSATION.....	4
ARTICLE 4 – FORME DU MARCHÉ SPÉCIFIQUE	4
ARTICLE 5 – DURÉE DE VALIDITÉ DU MARCHÉ SPÉCIFIQUE.....	4
ARTICLE 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	6
7.1 Représentation des parties	6
7.2 Conditions d'exécution	7
ARTICLE 8 – RÉGIME FINANCIER.....	12
8.1 Forme et contenu des prix	12
8.2 Variations des conditions économiques	12
8.3 Clause de sauvegarde.....	12
8.4 Clause de change.....	12
8.5 Nantissement, cession de créance	12
8.6 Retenue de garantie.....	12
8.7 Avances	13
8.8 Acomptes et solde	13
8.9 Paiement par carte achat.....	13
8.10 Unité monétaire	13
8.11 Taxe sur la valeur ajoutée	13
8.12 Transmission des factures.....	13
8.13 Délais de paiement	14
8.14 Intérêts moratoires	14
8.15 Modifications financières pour circonstances imprévisibles	15
ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES	16
9.1 Forme des notifications et des informations	16
9.2 Langue	16
9.3 Sous-traitant	16
9.4 Assurances	16
9.5 Propriété intellectuelle	16
9.6 Modifications relatives au titulaire du marché spécifique.....	16
9.7 Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire	17
9.8 Documents à produire pendant l'exécution du marché spécifique	17
9.9 Résiliation du marché spécifique.....	17
9.10 Certificat de bonne exécution de marché (CBEM).....	17
9.11 Règlement d'un différend par la médiation et litiges.....	18
ARTICLE 10 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	19

Liste des abréviations :

CCAG	: cahier des clauses administratives générales	FCS	: de fournitures courantes et de services ;
CCAP	: cahier des clauses administratives particulières ;		
CCP	: code de la commande publique ;		
CCTP	: cahier des clauses techniques particulières ;		
CSF	: constatation de service fait ;		
DAF	: dossier d'affaires (vocabulaire ALPHA) ;		
DCE	: dossier de consultation des entreprises ;		
DRO	: document relatif à l'offre ;		
LASEM	: laboratoire d'analyses de surveillance et d'expertise de la Marine ;		
LSR	: Laboratoire de Surveillance Radiologique ;		
MS	: marché spécifique ;		
PLACE	: plateforme des achats de l'Etat ;		
PSE	: prestation supplémentaire éventuelle ;		
RC	: règlement de la consultation ;		
RPA	: représentant du pouvoir adjudicateur ;		
SAD	: système d'acquisition dynamique.		

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ SPÉCIFIQUE

Le présent marché spécifique a pour objet la fourniture, l'installation, la mise en service de modules électroniques ainsi que la formation aux utilisateurs au profit du LASEM de Toulon.

Les modules sont des interfaces permettant le traitement de données entre les détecteurs de spectrométrie gamma et le logiciel d'exploitation L'VIS.

1.1 Variantes

Les variantes sont interdites.

1.2 Prestation supplémentaire éventuelle

Le présent marché spécifique prévoit une prestation supplémentaire éventuelle obligatoire dont l'objet est le suivant :

- Une période de garantie commerciale de 3 ans supplémentaire incluant un contrat de services détaillé

ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT

Le présent marché spécifique n'est pas alloti, son objet ne permettant pas le fractionnement en lots de prestations distinctes (article L. 2113-10 du CCP).

ARTICLE 3 – PROCÉDURE DE PASSATION

Le présent marché spécifique est passé selon la technique d'achat du système d'acquisition dynamique (SAD) en application des articles L. 2125-1-4°, R. 2162-37 à R. 2162-51 du CCP.

ARTICLE 4 – FORME DU MARCHÉ SPÉCIFIQUE

Le présent marché spécifique s'exécute selon la technique d'achat de l'accord-cadre à bons de commande, sans montant minimum en valeur ou en quantité et avec un montant maximum en valeur fixé à 240 000 € HT sur sa durée totale en application des articles R. 2162-1 à 2162-6 et R. 2162-13 à 2162-14 du CCP.

Le marché spécifique est mono-attributaire.

ARTICLE 5 – DURÉE DE VALIDITÉ DU MARCHÉ SPÉCIFIQUE

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification, pour une durée d'un (1) an. Il est reconductible tacitement, par période d'un (1) an à compter de sa date anniversaire de notification, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction (R. 2112-4 du CCP).

En cas de non reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire au moins deux (2) mois avant la date de reconduction. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché spécifique est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- a) l'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe financière, le document relatif à l'offre (DRO) ;
- b) le cahier des clauses administratives particulières (CCAP n°DAF_2025_000468) et ses annexes ;
- c) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP n°DAF_2025_000468) ;
- d) le cahier des clauses administratives générales (arrêté du 30 mars 2021 portant approbation sur le CCAG des marchés publics de fournitures courantes et de services applicable aux prestations objet du marché spécifique ;
- e) l'offre technique du titulaire ;
- f) les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

L'exemplaire original des documents, conservé dans les archives de la personne publique, fait seul foi.

Le CCP et le CCAG de référence sont disponibles sur le site Internet de la Direction des affaires juridiques : <https://www.economie.gouv.fr/daj/code-commande-publique-et-autres-textes>

ARTICLE 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

7.1 Représentation des parties

7.1.1 Représentant du pouvoir adjudicateur

Le directeur de la plate-forme commissariat Brest (PFC Brest) est le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA). Il a reçu délégation du ministre des Armées, pouvoir adjudicateur au sens de l'article L 1211-1 du CCP, en vertu l'arrêté du 22 juin 2007 modifié, portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale signataires des marchés publics au ministère des Armées.

Il agit pour les formalités de :

- notification du marché ;
- notification des bons de commande ;
- établissement, le cas échéant, de modifications du marché ;
- non reconduction du marché ;
- suivi administratif et financier du marché ;
- règlement des litiges du marché ;
- résiliation du marché.

7.1.2 Représentants de la PFC Brest

Pour tous renseignements liés à l'exécution du présent marché spécifique, le titulaire s'adresse :

- pour le suivi administratif, à la division achats publics de la PFC Brest (pfc-brest-soutien-operationnel.contact.fct@intradef.gouv.fr / tél : 02.98.22.21.96) ;
- pour le règlement des factures, le titulaire ou les sous-traitants admis au paiement direct dispose(nt) d'une assistance en ligne sur le site CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Elle comprend trois possibilités : le chatbot ClaudIA, le live chat *via* ClaudIA ou la saisie d'une sollicitation.

Une fiche explicative présentant ces trois outils est disponible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/wp-content/uploads/2019/07/AIFE-Fiche-pratique-Faire-appel-%C3%A0-l'assistance-Chorus-Pro-2.0.pdf> ;

- pour les questions relatives aux bons de commande, à la section commande de la PFC Brest : pfc-brest-commandes.contact.fct@intradef.gouv.fr (tél : 02.98.14.88.06 ou 02.98.22.25.47).

7.1.3 Représentants du service prescripteur

Pour toutes questions concernant l'exécution des bons de commande, le titulaire s'adresse aux représentants du service prescripteur dont les coordonnées sont renseignées dans chaque bon de commande.

7.1.4 Comptable assignataire

Le comptable assignataire chargé des paiements est la direction départementale des finances publiques du Finistère (DDFiP29).

7.1.5 Représentants du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution du présent marché spécifique.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG de référence, cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché spécifique.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, la personne publique de toute modification d'interlocuteur désigné.

7.2 Conditions d'exécution

Le titulaire est réputé avoir, préalablement à la remise de son offre, pris connaissance du présent CCAP et du CCTP n°DAF_2025_000468 ainsi que du CCAG applicable au présent marché spécifique. Il reconnaît qu'aucune des conditions générales ou spécifiques figurant dans ses propres documents commerciaux (conditions de vente, délais de paiement, documentation, etc...) ne pourra s'intégrer au présent marché spécifique.

7.2.1 Émission des bons de commande

Le présent projet de marché est exécuté par l'émission de bons de commandes, au fur et à mesure des besoins de la personne publique. Les bons de commande sont transmis au titulaire par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Les bons de commande indiquent :

- le nom de l'organisme bénéficiaire du bon de commande ;
- la référence du présent projet de marché spécifique (numéro DAF et date de notification) ;
- les références du titulaire (dénomination sociale et adresse) ;
- le numéro d'engagement juridique CHORUS du bon de commande (numéro à 10 chiffres commençant par 14) et du présent marché (voir ATTRI1, partie D) ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- les coordonnées (nom, adresse, téléphone, adresse e-mail, télécopie) de l'organisme bénéficiaire du bon de commande ;
- le détail de la commande (nature, référence, quantité) ;
- l'adresse de livraison des fournitures ;
- les prix unitaires hors taxes en vigueur à la date du bon de commande ;
- le montant HT et TTC du bon de commande ;
- le délai de livraison ;
- l'adresse de facturation.

7.2.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution, exprimés en jours calendaires et renseignés sur le document relatif à l'offre (DRO), sont les délais nécessaires pour livrer sur site l'ensemble de la fourniture et exécuter les prestations demandées au titre du marché spécifique.

➤ Délai de livraison

Le délai de livraison du matériel court à compter de la date de notification du bon de commande jusqu'à la livraison complète du matériel dans les locaux du service prescripteur.

➤ Délai d'installation et de mise en service du matériel

Le délai d'installation et de mise en service court à compter de la date de livraison du matériel dans les locaux du service prescripteur jusqu'à la date de son installation et de sa mise en service.

➤ Délai de dispense de la formation des utilisateurs (théorique et pratique sur site)

Le délai de dispense de la formation court à compter de la date de mise en service du matériel jusqu'à la dispense de la formation. Ce délai ne peut être supérieur à 2 semaines.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait de la personne publique ou d'un événement ayant un caractère de force majeure (prolongation) ou une cause qui n'est pas de son fait (sursis), le titulaire signale à la personne publique les causes faisant obstacle à l'exécution du marché spécifique dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à la personne publique la durée de la prolongation ou du sursis demandée.

Cette demande doit être envoyée à l'adresse fonctionnelle suivante : pfc-brest-soutien-operationnel.contact.fct@intradef.gouv.fr / tél : 02.98.22.21.96.

Aucune demande de prolongation ou de sursis du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

7.2.3 Livraison et lieu d'exécution

7.2.3.1 Adresse de livraison et lieu d'exécution de la prestation

La fourniture et l'exécution des prestations sont effectuées conformément aux conditions prévues dans le marché spécifique à l'adresse suivante :

Base navale de Toulon
LASEM
A l'attention du LSR
BP 61
83800 Toulon cedex 9

Tél : 04 22 42 42 16

7.2.3.2 Conditionnement emballage

La fourniture est livrée sur site par les soins du titulaire, à ses frais et sous sa responsabilité. La livraison de la fourniture comprend :

- le conditionnement ;
- l'emballage ;
- le marquage des colis ;
- le chargement ;
- le transport ;
- le déchargement sur site et l'évacuation des emballages.

Chaque colis renferme l'inventaire de son contenu.

Dans le cadre du développement durable, le titulaire utilise des produits biodégradables, sinon moins polluants et plus aisés à recycler. Outre la nécessité d'assurer pour l'emballage une protection suffisante contre tout risque de détérioration en cours de transport et de stockage (résistance aux chocs, à l'humidité) il est demandé au titulaire de réduire au minimum l'emballage des fournitures commandés.

7.2.3.3 Conditions particulières d'accès

Le titulaire est soumis, pour l'accès de son personnel sur le site de livraison et d'exécution aux obligations relatives à la sécurité des sites du ministère des Armées.

Le titulaire prend contact avec le représentant du service prescripteur dont les coordonnées figurent sur le bon de commande, avec un préavis de 8 jours avant la date prévue de livraison ou d'exécution de la prestation pour convenir des modalités d'accès au site.

Il appartient notamment au titulaire d'effectuer, en temps utile, les demandes préalables pour le contrôle des personnes qu'il emploie ainsi que pour les personnels des sous-traitants et qui doivent entrer dans les sites des Armées.

Le titulaire assure le déchargement et la dépose des colis à l'intérieur du bâtiment et fournit si nécessaire à son personnel les moyens de levage et les équipements de protection individuelle. En aucun cas, la personne publique ne fournit de personnel et de matériels de manutention lors de ces opérations.

Dans le cas où le déchargement par le service prescripteur serait demandé par le transporteur et accepté par le représentant du service prescripteur, le titulaire du marché demeure responsable des accidents et dégradations liés à ce déchargement.

Si les constatations faites à la livraison laissent entrevoir la possibilité de pertes ou d'avaries, le représentant du service prescripteur émet toutes les réserves utiles auprès du transporteur.

Ces constatations sont consignées sur le bon de livraison qui est établi en double exemplaire, l'un restant entre les mains du titulaire, l'autre étant remis au représentant du service prescripteur.

Le bon de livraison comporte notamment :

- le nom du transporteur ;
- l'identification du titulaire ;
- la référence du marché spécifique (numéro d'engagement juridique et date) ;
- la date de livraison ;
- l'identification du service destinataire ;
- l'identification des fournitures livrées (références, quantités) ;
- l'adresse et le lieu précis de livraison.

7.2.3.4 Mesures de prévention

Le titulaire s'engage à se conformer aux mesures de prévention concernant les prestations effectuées dans un organisme des Armées par une entreprise extérieure, conformément à l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

Le titulaire participe aux visites préalable et à la rédaction du plan de prévention avec le chargé de prévention des risques professionnels du site du service prescripteur ou le cas échéant le correspondant local de la prévention, avant toute intervention et applique les dispositions prévues.

7.2.3.5 Protocole de sécurité

Le présent marché spécifique fait l'objet d'une attestation relative au protocole de sécurité pour coordonner les opérations de chargement et de déchargement des fournitures à destination en application des articles R 4515-1 à R 4515-11 du code du travail (annexe 2 du présent CCAP).

7.2.4 Obligation du titulaire

7.2.4.1 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

7.2.4.2 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché spécifique sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou supports (clé USB, disque dur externe, ...) ne peuvent être, sans autorisation expresse de la personne publique, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché spécifique ou à l'issue de son exécution.

La personne publique peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis. En tout état de cause, aucune information de ce type ne peut être conservée par le titulaire ou sous-traitant.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner, entre autres, la résiliation du marché spécifique aux torts du titulaire.

7.2.4.3 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des clauses techniques particulières. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du présent marché spécifique mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution.

7.2.4.4 Protection du secret

Le présent marché spécifique n'est pas classifié.

7.2.5 Règlement général sur la protection des données

Le présent marché spécifique n'est pas concerné par le règlement général sur la protection des données.

7.2.6 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Il est fait application de l'article 6 du CCAG de référence.

7.2.7 Protection de l'environnement santé et sécurité

Il est fait application de l'article 7 du CCAG de référence.

7.2.8 Clause de développement durable

7.2.8.1 Dispositions environnementales

Le titulaire met en œuvre dans la mesure du possible des techniques et processus intégrant la notion de développement durable dans le cadre de son activité et de l'exécution du marché spécifique en utilisant des matériaux recyclables ou biosourcés pour l'emballage et une solution de transport respectant les normes environnementales.

Il doit en informer la personne publique et être capable d'en apporter la preuve.

7.2.9 Prestations similaires pour les marchés de travaux et de services

Sans objet.

7.2.10 Clause de réexamen

Le présent marché peut faire l'objet de modifications conformément à l'article R. 2194-1 du CCP.

Il est inséré au marché une clause de réexamen dont le champ d'application et la nature des éventuelles modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage sont précisées ci-dessous :

Par ordre de service :

- modification du marché dans le cadre d'un changement de RPA rendu nécessaire par une réorganisation des services de l'administration;
- correction d'une erreur matérielle manifeste ;
- modification de la formule de révision de prix dans le cas où un indice figurant à l'article 8.2 du présent CCAP venait à disparaître et serait remplacé par une série correspondante et un coefficient de raccordement publiés par l'INSEE quand la série correspondante est unique.

Par avenant :

- modification d'articles remplaçant du matériel en fin de production ;
- modification de la formule de révision de prix dans le cas où un indice figurant à l'article 8.2 du présent CCAP venait à disparaître et serait remplacé par plusieurs séries correspondantes ou n'a pas de série correspondante désignée.

Ces dispositions ne pourront en aucun cas donner lieu à indemnisation. Toute modification concernant le présent marché fait l'objet d'un acte administratif (avenant, ordre de service, certificat administratif, ...) émis par le RPA et notifié au titulaire du marché par le site de la PLACE ou par voie électronique avec accusé de réception.

La mise en œuvre de ces modifications par ordre de service ou certificat administratif est subordonnée à la seule décision de la personne publique.

7.2.11 Garanties

La fourniture concernée par le présent marché spécifique fait l'objet d'une garantie légale contre les vices cachés (articles 1641 et 1648 du code civil) qui ne peut être inférieures à deux (2) ans.

La durée et les modalités de la garantie commerciale sont précisées par le titulaire dans le DRO. La garantie commerciale doit être au minimum d'un (1) an incluant pièces, déplacement, transport aller/retour éventuel, main d'œuvre et maintenance préventive annuelle.

Pendant cette période, le titulaire s'engage à remplacer gratuitement tout produit qui sera jugé défectueux par la personne publique ou à réaliser ou reprendre gratuitement la fourniture contestée.

7.2.12 Opérations de vérification quantitative et qualitative d'admission

Il est fait ici application des articles 27 et 29 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, les opérations de vérification sont effectuées par le représentant du service prescripteur qui en consigne les résultats sur la constatation du service fait (annexe 2 au présent CCAP) après exécution complète des prestations (livraison, installation, mise en service et formation, hors période de garantie commerciale).

Par dérogation à l'article 30 du CCAG de référence, le représentant du service prescripteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché spécifique.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission de la fourniture, transmise par le service prescripteur, et ne peut être postérieure à la date d'expiration du délai imparti pour prononcer et notifier la décision d'admission de celle-ci.

Cette décision est ensuite déposée par le titulaire dans CHORUS PRO à l'appui de la facture, pour mise en paiement.

7.2.13 Service fait présumé

Le présent marché spécifique ne met pas en œuvre la procédure de service fait présumé.

7.2.14 Pénalités

Lorsque la personne publique envisage d'appliquer des pénalités de retard, elle invite par écrit le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution du bon de commande, le titulaire encourt, sans seuil d'exonération, une pénalité forfaitaire fixée à :

- cent euros (100) euros hors taxes par jour calendaire de retard dans le délai de livraison du matériel.
- cinquante (50) euros hors taxe par jour calendaire de retard dans le délai d'installation et de mise en service du matériel.
- trente (30) euros hors taxe par jour calendaire de retard dans le délai de dispense de la formation.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant des pénalités ne peut dépasser 50% du montant total hors taxe du bon de commande.

Dans le cas où le titulaire du présent marché spécifique est confronté au risque de pénurie des matières premières, le mettant dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il peut être exonéré des pénalités de retard et bénéficier d'une prolongation des délais d'exécution. Le titulaire démontre la conséquence des difficultés d'approvisionnement ne lui permettant pas de respecter ses obligations contractuelles.

ARTICLE 8 – RÉGIME FINANCIER

8.1 Forme et contenu des prix

Le présent marché spécifique est conclu à prix unitaire, hors taxes et toutes taxes comprises. Ce prix figure dans le document relatif à l'offre (DRO).

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales et autres frappant obligatoirement la fourniture, le marquage ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, au chargement, à l'assurance, au transport de la fourniture jusqu'au lieu de livraison, au déchargement à destination, à l'évacuation des emballages, à l'installation et la mise en service du matériel, à la formation, à la documentation commerciale et technique et aux modalités de garantie commerciale, déplacements, pièces, mains d'œuvres, transport aller/retour éventuel et maintenance préventive annuelle compris.

8.2 Variations des conditions économiques

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres (prix initiaux indiqués aux DRO).

Pour tenir compte de la variation économique, les prix initiaux sont révisés annuellement par la personne publique à la date anniversaire de notification du marché selon la formule paramétrique indiquée ci-dessous.

Les révisions se font à la baisse comme à la hausse.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

$$P = P0 (0,3 + 0,7 ((0,3 \times S1/S0) + (0,5 \times M1/M0) + (0,2 \times T1/T0)))$$

P = prix révisé hors taxes à la date anniversaire de notification du marché ;

P0 = prix initial hors taxes inscrit sur le document relatif à l'offre (DRO) au mois de la remise des offres ;

S1 = dernière valeur définitive de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (identifiant n°001565183 du site internet www.insee.fr), parue à la date de révision ;

M1 = dernière valeur de l'indice mensuel de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A38 CI, CPF 26 – Produits informatiques, électroniques et optiques Prix de base – Base 2021 – Données mensuelles brutes (Identifiant n°010764037 du site internet www.insee.fr), parue à la date de révision ;

T1 = valeur du dernier indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Transports, communications et hôtellerie (TCH) (Identifiant n°001763861 du site internet www.insee.fr), parue à la date de révision.

S0, M0, et T0 = valeurs définitives des mêmes indices parues au mois de remise des offres.

8.3 Clause de sauvegarde

La personne publique se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation annuelle de plus de 3 % par rapport au prix révisé N-1.

8.4 Clause de change

Le présent marché spécifique ne prévoit pas de clause de change.

8.5 Nantissement, cession de créance

Il est délivré, sur demande du titulaire, un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de chaque bon de commande.

8.6 Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

8.7 Avances

Une avance est accordée au titulaire pour tous les bons de commande supérieurs à 50 000 € euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 1 mois.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R 2191-6 et suivants du CCP.

Le titulaire peut renoncer au versement de l'avance en l'indiquant sur le document relatif à l'offre (article R.2191-5 du CCP).

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivant du CCP.

8.8 Acomptes et solde

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte (article L.2191-4 du CCP).

Les acomptes sont fixés en pourcentage du montant TTC des prestations réalisées et versées.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent sur la base des prestations effectuées et après visa par le service prescripteur, chargé de constater la réalisation des clés techniques mentionnées ci-dessous, sur la constatation de droit à acomptes (PVCA) (cf. annexe 1 au CCAP).

Acomptes/solde	Clés techniques	Montant de l'acompte
Acompte n° 1	Livraison de la fourniture	80 % du montant du marché spécifique
Acompte n° 2	Installation et mise en service	10 % du montant du marché spécifique
solde	Formation réalisée	10 % du montant du marché spécifique

Le paiement des acomptes n'a pas le caractère de paiement partiel définitif.

La demande de paiement du solde est transmise, accompagnée de la constatation du service fait (cf. annexe 2 au CCAP).

8.9 Paiement par carte achat

Le présent marché spécifique ne prévoit pas le paiement par carte achat.

8.10 Unité monétaire

L'unité monétaire de règlement du présent marché spécifique est l'euro.

8.11 Taxe sur la valeur ajoutée

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est appliquée au taux légal en vigueur lors du fait générateur. L'organisme non assujetti à la TVA devra le préciser sur l'acte d'engagement ATTR11 en indiquant le texte de référence qui l'en exonère.

8.12 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après :

- pour les acomptes, présentation des PVCA (annexe 1 au CCAP) ;
- pour le solde, présentation du CSF (annexe 2 au CCAP) valant décision d'admission.

8.12 Transmission des factures

Le titulaire ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'État transmettent leurs factures sous forme électronique conformément à l'article D 2192-1 et selon les

modalités définies à l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire du marché spécifique envoie ses factures en version dématérialisée via le portail CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>), sur lequel est disponible :

- un kit de communication et de raccordement technique ;
- un onglet en langue anglaise situé en haut à droite de la page d'accueil.

Il veille à intégrer aux factures dématérialisées les mentions obligatoires définies à l'article D 2192-2, notamment le code de service exécutant de la PFC Brest (D04666C029), le numéro de SIRET des services de l'Etat (11000201100044), le numéro du contrat ainsi que le numéro d'engagement juridique CHORUS (n° EJ du marché spécifique figurant dans la partie de l'acte d'engagement (ATTR11).

Pour le paiement des acomptes, il joint obligatoirement en pièce jointe l'imprimé « PVCA » (annexe 1 au présent CCAP) établi par la personne publique et signé contradictoirement des deux parties ou le double du bon de livraison, signé par la personne publique ayant admis les fournitures et attestant du service fait.

Pour le paiement du solde, il joint obligatoirement en pièce jointe l'imprimé « CSF » (cf. annexe 2 au présent CCAP) établi par la personne publique et signé contradictoirement des deux parties.

Le titulaire peut trouver des fiches pratiques pour les aider dans la saisie des factures sur CHORUS PRO et leur dépôt à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Des tutoriels sont également disponibles à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/tutoriels/>

La personne publique peut assister le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct à l'adresse suivante :

pfc-brest.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

Adresse de facturation à insérer dans l'en-tête de la facture :

BCRM de Brest

PFC Brest – Section exécution de la dépense

CC 20 – 29240 BREST Cedex 9 (France)

8.13 Délais de paiement

Le mode de règlement est le mandatement administratif à trente (30) jours maximum. Ce délai global de paiement s'entend à compter de la date ouvrant droit au règlement de la facture et s'apprécie à la date de validation du paiement par le comptable public.

Pour l'avance, les acomptes et le solde, le point de départ du délai de paiement est :

- pour l'avance, à compter de la notification du bon de commande ;
- pour les acomptes, à compter de la remise de la clé technique à la personne publique de la demande d'acomptes ;
- pour le solde, à compter de la plus tardive des deux dates entre la date d'admission des prestations et la date de réception par la personne publique, selon les dispositions, relatives à la transmission des factures, mentionnées à l'article 8.12 infra, de la facture du titulaire.

8.14 Intérêts moratoires

En cas de retard dans le paiement, le titulaire bénéficie de plein droit d'intérêts moratoires de la part de l'administration sans qu'il ait besoin d'en faire la demande (articles R 2192-32 à R 2192-36 du CCP).

8.15 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour la personne publique.

Si elle envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, la personne publique se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché spécifique, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

À l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché spécifique, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à la personne publique démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché spécifique.

La personne publique vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par la personne publique, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, la personne publique et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par la personne publique / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES

9.1 Forme des notifications et des informations

La personne publique notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous les moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

9.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il fournit, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectue en français.

9.3 Sous-traitant

Le titulaire est autorisé à sous-traiter en partie le présent marché sous réserve de l'acceptation préalable par la personne publique du ou des sous-traitants et de l'agrément par lui des conditions de paiement propres à chaque contrat de sous-traitance (R 2193-1 à R 2193-4).

La déclaration de sous-traitance (DC4) constitue la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de la totalité du marché.

9.4 Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG de référence, le titulaire doit pouvoir justifier d'une assurance garantissant sa responsabilité en cas d'accidents ou de dommages survenant lors de l'exécution du présent marché spécifique.

Il est responsable des dommages que l'exécution du marché spécifique peut engendrer à son personnel, aux agents de l'administration ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à la personne publique ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant sa responsabilité civile. Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à la personne publique, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément la personne publique de toute modification de son contrat d'assurance.

9.5 Propriété intellectuelle

Le marché ne comporte pas de droits de propriété intellectuelle.

9.6 Modifications relatives au titulaire du marché spécifique

Le titulaire du marché spécifique est tenu de notifier sans délai à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché spécifique.

En cas de manquement, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

9.7 Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

Dans le cas d'une sauvegarde, d'un redressement ou liquidation judiciaire, le titulaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, en informer sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur. Il doit lui adresser, dans les quinze jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ainsi qu'une copie de tous documents afférents aux autorisations de poursuite d'activités du titulaire, dans le cadre de l'exécution du marché spécifique.

9.8 Documents à produire pendant l'exécution du marché spécifique

Le titulaire est tenu de fournir les documents requis, conformément aux articles D.8222-5 ou D. 8222-7 et selon les modalités définies à l'article D. 8222-8 du code du travail et aux articles R. 2143-8 à R. 2143-10 du CCP, à savoir :

- les attestations et certificats, datant de moins de six (6) mois, délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ;
- un extrait de l'inscription au RCS (k ou kbis) datant de moins de trois (3) mois ou document équivalent.

Le titulaire n'est pas tenu de fournir ces justificatifs si la personne publique peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

En cas d'impossibilité d'obtenir les pièces prévues ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements produits, il est fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues à l'article 9.9 du présent CCAP.

9.9 Résiliation du marché spécifique

La personne publique peut résilier le présent marché spécifique dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-2 du CCP.

Le présent marché spécifique peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché spécifique, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Après signature du présent marché spécifique, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et selon les modalités définies à l'article D8222-8 du code du travail, le marché spécifique sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

La décision de résiliation du présent marché spécifique est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

9.10 Certificat de bonne exécution de marché (CBEM)

A la fin de la période d'exécution du présent marché spécifique et à la demande du titulaire, ou de sa propre initiative, le ministère des Armées peut délivrer un « certificat de bonne exécution de marché » au fournisseur qui aura donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations. La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des Armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être accordée si (liste non exhaustive) :

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s aura été conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée de qualité ;
- le titulaire ne s'est pas vu appliquer des pénalités de retard ;
- le marché n'a pas été résilié aux torts du titulaire ;

Le ministère offre ainsi à ses fournisseurs une référence valorisable pouvant faciliter leur développement commercial tant en France qu'à l'exportation.

9.11 Règlement d'un différend par la médiation et litiges

Conformément aux articles L 2197-1 et L 2197-4 et à l'article L 213-6 du code de justice administrative, les parties peuvent recourir à un médiateur.

Lorsqu'une partie souhaite recourir à la médiation, elle saisit le médiateur interne du ministère des armées. Dans ce cas, elle lui adresse par mail à l'adresse : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr une demande qui précise le nom de l'entreprise et son numéro SIREN, l'objet de la sollicitation, le service concerné du ministère, la personne de l'entreprise pouvant être contactée avec ses coordonnées mail et téléphoniques.

Le médiateur se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais. Dès lors la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur envoie un courriel aux parties, précisant la date d'acceptation des parties. Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion de médiation. Les délais d'acceptation des deux parties, conformément au code de justice administrative.

Les parties peuvent décider de fixer un délai maximum de médiation.

La médiation ne peut être menée sur la base de litiges portant sur des créances prescrites par voie législative. En outre, elle ne peut être menée qu'à l'issue d'une décision explicite ou implicite de rejet (en tout ou partie) du mémoire en réclamation prévu par le marché.

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de justice administrative, la médiation est soumise au principe de confidentialité ; les constatations du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentiels ; ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la médiation, sans préjudices des mentions de protection qui peuvent les concerner.

Chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus de médiation.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, recommencent à courir de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur, déclare par courriel à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

La personne publique et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif national de règlement amiable ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R 2197-1 et suivant du code de la commande publique.

Le présent marché spécifique est régi par le droit français.

Conformément à l'article R.414-6 du code de la justice administrative, « les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le réseau internet » (www.telerecours.fr).

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du marché spécifique pourra être soumis au tribunal administratif de Rennes (Hôtel Bizien, 3 contour de la Motte, 35 044 Rennes cedex - tél 02.23.21.28.28— Fax 02.99.63.56.84-e-mail: greffe.ta-rennes@juradm.fr) seul compétent.

Conformément à l'article R.414-6 du code de la justice administrative, « les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le réseau internet » (www.telerecours.fr).

ARTICLE 10 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dispositions du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent aux articles du CCAG de référence dans les conditions suivantes :

Nature de la dérogation	CCAP	CCAG de référence
Représentants du titulaire	Article 7.1.5	Article 3.4.1
Opérations de vérification quantitative et qualitative d'admission	Article 7.2.12	Articles 28 et 30
Pénalités	Article 7.2.14	Article 14.1



**PROCÈS-VERBAL DE CONSTATATION DE DROIT A ACOMPTE
(PVCA) N°**

Marché spécifique n°	notifié le
Objet du marché spécifique :	
Titulaire du marché spécifique :	

Acomptes/solde	Clés techniques	Montant de l'acompte
Acompte n° 1	Livraison de la fourniture	80 % du montant du marché spécifique
Acompte n° 2	Installation et mise en service	10 % du montant du marché spécifique
Solde	Formation	10 % du montant du marché spécifique

PARTIE RESERVEE AU TITULAIRE

Je soussignédemande, pour les motifs exposés ci-avant, la délivrance du paiement d'un montant de€ HT et certifie que les justifications présentées sont bien exactes et se rapportent exclusivement à l'exécution du marché spécifique ci-dessus et que les conditions imposées par le code de la commande publique et les clauses du marché ouvrant droit au paiement demandé sont bien remplies.

A....., le
Signature du titulaire

PARTIE RÉSERVÉE AU LASEM (SERVICE PRESCRIPTEUR)

Au vu des déclarations du titulaire et des éléments présentés par celui-ci, l'autorité chargée de constater le **droit à paiement de l'acompte n°** :

☐ ne s'oppose pas au paiement de l'acompte demandé, sous déduction des droits antérieurement acquis et sans préjudice de l'application d'autres droits (intérêts moratoires, actualisation, révision et pénalisation).

☐ réduit le paiement de l'acompte demandé au montant de € HT et demande au service chargé de la liquidation de prendre en compte les écarts décrits au verso.

☐ ne s'oppose pas au paiement du reste de l'acompte N° suite à la réduction formalisée dans le PVCA n°. Le montant du paiement associé au présent PVCA est de € HT.

☐ s'oppose au paiement de l'acompte demandé en raison des écarts décrits au verso.
Date et signature

CONSTATATION DU SERVICE FAIT

SERVICE PRESCRIPTEUR	TITULAIRE DU MARCHÉ SPÉCIFIQUE Société																
Représenté par : Qualité :	Représenté par : Qualité :																
Marché spécifique n° : _____ Date de notification : _____ Objet du marché spécifique : Fourniture de modules électroniques numériques intégrés au profit du LASEM de Toulon																	
Date de notification du bon de commande : Date de fin d'exécution de la prestation, objet du bon de commande : Commentaire :																	
<div style="border: 1px solid black; padding: 10px;"> <div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: flex-start;"> <div style="width: 40%;"> <input type="checkbox"/> Admission prononcée le : <input type="checkbox"/> Sans réserve <input type="checkbox"/> Avec les réserves suivantes <input type="checkbox"/> Réfaction <input type="checkbox"/> Ajournement <input type="checkbox"/> Rejet </div> <div style="width: 60%;">conformément aux clauses du marché spécifique</div> </div> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin-top: 10px;"> <thead> <tr> <th style="width: 35%;">Type de Pénalités (cf. article 7.2.14 du CCAP)</th> <th style="width: 15%;">Montant des pénalités prévues</th> <th style="width: 20%;">Dépassement constaté en jour calendaire</th> <th style="width: 30%;">Montant de la pénalité en € HT</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Retard de livraison</td> <td>100 € HT</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Retard d'installation et mise en service</td> <td>50 € HT</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Retard de dispense de la formation</td> <td>30 € HT</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table> </div>		Type de Pénalités (cf. article 7.2.14 du CCAP)	Montant des pénalités prévues	Dépassement constaté en jour calendaire	Montant de la pénalité en € HT	Retard de livraison	100 € HT			Retard d'installation et mise en service	50 € HT			Retard de dispense de la formation	30 € HT		
Type de Pénalités (cf. article 7.2.14 du CCAP)	Montant des pénalités prévues	Dépassement constaté en jour calendaire	Montant de la pénalité en € HT														
Retard de livraison	100 € HT																
Retard d'installation et mise en service	50 € HT																
Retard de dispense de la formation	30 € HT																
Fait à : Le	Le :																
Pour le service prescripteur Nom Prénom : Qualité : Signature :	Pour la société titulaire Nom Prénom Qualité : Signature :																

Cette constatation est à compléter par le responsable du service prescripteur dès que le service est fait.
Le titulaire du marché spécifique doit valider cette constatation du service fait afin de la joindre à la facture pour sa mise en paiement (signatures obligatoires du responsable du service prescripteur et du titulaire).

Protocole de sécurité relatif aux opérations de chargement et de déchargement

Je soussigné(e) ⁽¹⁾:

Agissant au nom et pour le compte de ⁽²⁾:

Lot(s) concerné(s) :

M'engage à faire respecter, par le ou les transporteurs que j'aurai choisi pour effectuer la ou les livraisons relatives au dossier de consultation n° **DAF_2025_000468 : Fourniture de modules électroniques numériques intégrés au profit du LASEM de Toulon**, les dispositions relatives aux articles R 4515-1 à R 4515-11 du code du travail et portant adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure.

Pour ce faire, je m'engage :

- à ce que le ou les transporteurs que j'aurai choisi pour effectuer la ou les livraisons réalisent les démarches administratives préalables ⁽³⁾ au déchargement des marchandises à destination.

Nota : en cas de non-respect de cette procédure réglementaire par le ou les transporteurs, l'entreprise d'accueil se réserve le droit de refuser la livraison.

Fait à le
Signature ⁽¹⁾, et cachet de la société

⁽¹⁾ Nom de la personne habilitée à engager la société et figurant à l'acte d'engagement

⁽²⁾ Dénomination de la société

⁽³⁾ Renseignement du protocole des éléments du ressort du transporteur, signature et transmission de celui-ci préalablement à la livraison à l'entité désignée dans le marché spécifique pour réceptionner la marchandise.